

Bulletin

du Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec

numéro 6

Décembre 1997

Ça sent Noël !

Ça sent le café. Il entend vaguement la radio dans la cuisine. Autrement, rien ne bouge. Lui-même, il vient d'ouvrir l'oeil mais s'est retourné aussitôt dans son lit. Rien ne presse. Il est en congé aujourd'hui. Pas congé de « run de journal », congé d'école. C'est le 24 décembre, la veille de Noël. Il se sent différent.

Pourtant rien n'est différent. Oui, bien sûr, la musique qui lui parvient de la cuisine, c'est *Jingle Bells*, *White Christmas*, *Minuit Chrétien* entre *Éric Lapointe* et *Noir Silence*. Mais autrement, les bruits, la lumière, les odeurs sont les mêmes.

Lyne, sa mère, elle aime bien Chaos, Foo Fighters et Jean Leloup. Souvent, elle danse entre le frigo et l'évier sur une bonne «toune». Mais des fois, Nicolas voit sa mère très sérieuse lorsqu'elle consulte les circulaires, fait l'inventaire du frigo et du garde-manger ou lorsqu'elle lui explique que la calculatrice qu'il aimerait bien avoir, c'est trop cher, trop dispendieux. Puis pour le chien, c'est toujours la même réponse : non.

En finissant la « run », Nicolas oïse monsieur Jodoin, le deuxième voisin, qui prend sa marche quotidienne. *Joyeux Noël mon gars*, lance monsieur Jodoin. *C'est vrai demain je passe pas mes journaux*, se dit Nicolas. En entrant chez lui, ça sent Noël!

Ça ne sent pas le sapin, ni la tourtière, mais ça sent Noël! C'est Lyne, sa mère. Elle est bizarre, comique. Comme si elle se moquait un peu de lui, excitée. Josiane dessine des cartes de Noël pour papie et mamie Bigras, les parents de Jeff, le chum de Lyne. Jeff est mécanicien et reste sur la ferme avec ses parents agriculteurs. Lyne et lui se sont connus à la discothèque l'Évasion, un samedi soir. Lyne, Josiane et Nicolas sont invités chez les Bigras pour le réveillon de Noël.

Ils sont une «maudite gang» dans le salon. Il fait chaud. Nicolas est content. Il a rencontré un cousin de Jeff du même âge que lui. C'est le moment de développer les cadeaux. Il y en a beaucoup sous l'arbre

de Noël et Nicolas en a repéré deux petits à son nom tout à l'heure. Ça l'a surpris. Il ne connaît pas vraiment la famille de Jeff.

Il y a des papiers d'emballage partout dans le salon et la musique est forte. Tout le monde s'amuse. Tout à coup Lyne surgit devant Nicolas avec une grosse boîte dans ses bras. Et en touchant à la boîte il devine. *Mon chien!* Eh oui, ça bouge là-dedans.

Lyne regarde Nicolas. Elle est un peu pompette. Elle a bu du gin et du vin. Elle se dit que son fils ne pourra jamais deviner toutes les acrobaties mentales, les calculs de moulée, vaccins, vétérinaire... refaits pendant des soirées pour se rendre compte qu'avec un chèque d'aide sociale c'est impossible d'avoir un animal. Mais Lyne est têtue. À force d'en parler à gauche et à droite, la mère d'une de ses copines lui a parlé d'une tante qui cherchait à donner un jeune-chien-propre-et-vacciné. *Je le prends!* a dit Lyne. Puis elle s'est arrangée pour acheter la moulée à la coop agricole par l'entremise du père de Jeff. Même à ça! Elle ne sait pas comment elle va faire pour arriver. Lyne... et son entêtement à vouloir vivre comme tout le monde, même sur le BS! Ça lui donne du rose aux joues... Jeff lui aussi un peu «chaud», l'embrasse dans le cou. Lyne ferme les yeux et repousse à demain ses préoccupations. Elle entend le rire de Nicolas au travers de la musique et des conversations.

Francine Boulet

Sommaire

	Page
Nouvelles du PSÉPA/PSAPA	2
Nouvelles du SACA	2
Pour une société non-violente	3
Tout nu dans rue...mais pas tout seul	4-5
Je décide de me taire	6
Une leçon d'ÉPA	7
Boîte à outils	7

Nouvelles du PSÉPA/PSAPA

Le moment est venu d'augmenter la visibilité de l'éducation populaire autonome auprès de la ministre de l'Éducation, madame Pauline Marois. Telle est la conclusion retenue par le Comité de coordination du MÉPACQ lors d'une rencontre tenue à Québec les 21 et 22 novembre derniers.

Au moment d'écrire ces lignes, le MÉPACQ et les autres regroupements nationaux n'ont pas encore reçu, du ministère de l'Éducation ou du Cabinet de la ministre, d'indications claires quant au processus pour le renouvellement du programme de planification triennale (PSÉPA). En même temps, le haut du sablier se vide, le temps passe... En effet, même si la fin de l'actuelle planification triennale n'est qu'en juin 1998, les crédits budgétaires pour la prochaine planification doivent être déposés pour la fin mars 1998.

Bien qu'une première rencontre avec l'attaché politique responsable du dossier de l'ÉPA, tenue le 24 octobre, ait permis de constater que le dossier n'est pas oublié (!), une seconde rencontre, prévue le 14 novembre et ayant pour objet le dépôt d'un mécanisme de négociation, a été subitement annulée sous prétexte que le ministère n'était pas prêt à nous rencontrer.

La rencontre du 24 octobre et ses (non)suites nous amènent à penser qu'il y a un manque de volonté politique face à l'avancement du dossier de la reconnaissance formelle de l'ÉPA. En continuant à lier cette reconnaissance à l'aboutissement des discussions sur la formation continue et

au sort de la consultation du SACA sur la politique en action communautaire autonome, le message envoyé par le gouvernement devient de plus en plus clair: tout le travail fait à ce jour au Comité consultatif et au Chantier sur la formation continue n'est, en fait, que le résultat d'une stratégie de l'occupationnel.

Le moment est donc venu de rappeler à la ministre de l'Éducation que nous ne sommes pas dupes. Il faut lui redire que l'éducation populaire autonome n'est pas plus protégée aujourd'hui, après quatre ans de gouvernement péquiste, qu'elle ne l'était à l'époque du projet de démantèlement du ministre Chagnon. Il faut rappeler à la ministre que le niveau de financement d'un groupe de base, en termes réels, stagne depuis 1987. Avec ces rappels comme objectif, le Comité de coordination du MÉPACQ vous demande de participer massivement à l'action qui vous est proposée par votre Table régionale, une action qui sera menée par les participant-e-s aux activités éducatives de votre groupe. En envoyant directement à la ministre des lettres d'appui aux revendications portées par le MÉPACQ et la Table des fédérations et organismes nationaux en ÉPA, nous donnerons collectivement un signe de notre impatience face au traitement présentement accordé au dossier de l'ÉPA, et une indication de l'urgence du redressement de la situation de sous-financement chronique vécue par de nombreux groupes d'ÉPA.

Vincent Greason

Nouvelles du SACA

Le SACA perd encore sa tête

La directrice du SACA, Danielle-Maude Gosselin, a quitté le SACA à la mi-novembre pour retourner au ministère de l'Emploi et de la Solidarité. L'organisme se retrouve donc sans responsable pour une deuxième fois en six mois et nous n'avons pas présentement d'indication à l'effet qu'elle serait remplacée à court terme. Ce n'est certainement pas le signe que tout va bien dans cette boîte...

Où en est la répartition du fonds d'aide ?

Nous avons reçu plusieurs appels en provenance de groupes de base depuis le mois de septembre nous indiquant que des fonctionnaires du SACA affirmaient que le fonds d'aide du SACA était presque épuisé. Les chiffres que nous avons obtenus ne confirment pas ces allégations.

Au début novembre 1997, le nombre de demandes déposées au SACA s'établissait à 1223, réparties de la façon suivante :

- 449 dans le volet 1 (défense de droits) ;
- 646 dans le volet 2 (cibles prioritaires) ;
- 128 dans le volet 3 (projets).

Les engagements financiers pris par le SACA (excluant les cadres de financement des CDC et des TCGF) étaient alors les suivants:

- volet 1 : 47 groupes pour 990,000\$ (solde 1,500,000\$);
: 12 regroupements pour 320,000\$ (solde 1,036,000\$);
- volet 2 : 67 organismes pour 1,240,000\$ (solde de 3,356,000\$);
- volet 3 : 2 organismes pour 14,000\$ (solde de 496,000\$).

Une analyse sommaire nous permet d'identifier que les groupes financés dans le volet 1 (défense collective des droits) se retrouvent principalement dans les secteurs suivants : associations de personnes assistées sociales, associations de consommateurs et consommatrices, associations de chômeurs et chômeuses, comités logement et associations d'accidenté-e-s du travail. En ce qui concerne le volet 2, la variété des groupes financés ne permet pas de dégager une tendance claire.

Le SACA et les Tables régionales d'ÉPA

Les nouvelles ne sont pas bonnes concernant le financement du MÉPACQ par le SACA. En effet, déjà trois Tables ont reçu des réponses négatives pour des demandes faites dans le cadre du volet 1 (Estrie, Côte-Nord et Saguenay Lac St-Jean Chibougamau Chapais), ce qui laisse entrevoir que le SACA refuse de consolider l'ensemble du MÉPACQ, un des plus vieux (et des plus pauvres) regroupements d'organismes du mouvement communautaire.

Le MÉPACQ entend réagir à cette situation et demande une rencontre avec la ministre responsable de l'Action communautaire, madame Louise Harel, afin de clarifier les raisons qui motivent cette prise de position.

Roch Lafrance

Pour une société non violente

La violence est omniprésente dans notre monde : violence envers les femmes, violence économique, guerres...



la liste est malheureusement trop longue. Bien entendu, nous devons tous et toutes la dénoncer et lutter pour que, par nos actions quotidiennes, individuelles et collectives, elle devienne bientôt chose du passé.

La tâche est lourde puisque notre société ne cesse de la perpétuer et même de l'engendrer sous de nouvelles formes, plus subtiles et plus cachées les unes que les autres. Que l'on pense à la stigmatisation des personnes recevant de l'aide sociale : les bons et les mauvais pauvres, ceux que l'on veut aider et protéger, ceux que l'on veut corriger et mettre au pas et, enfin, ceux que l'on cherche à exclure et à effacer afin de faire taire notre mauvaise conscience...

La violence institutionnalisée

Avec la mise en place, au début des années 60, de l'État Providence, nos gouvernements ont doté le Québec d'un ensemble de lois et de règlements, dans le but de protéger les plus faibles contre les abus éventuels des mieux nantis. Ce n'était certes pas parfait, mais c'était un début, une volonté qui émergeait.

L'ère de la mondialisation des marchés, sonnante le retour du capitalisme sauvage, a cependant freiné l'amélioration de nos

protections et, telle une tornade, semble même vouloir les anéantir à tout jamais. Tout y passe. Et c'est précisément là qu'apparaît une nouvelle forme de violence : celle du déni des droits, avec tout ce qu'elle comporte de mépris et d'injustices.

Une douce violence?

Au Comité d'action des non-organisé-es (CANO), un groupe de défense des droits des non-syndiqué-es, on constate que cette nouvelle forme de violence prend de l'ampleur au fur et à mesure que l'État se désengage.

C'est ainsi que de nombreuses personnes voient leurs droits bafoués, par exemple lorsqu'on les « force à la négociation » (sic). Prenons le cas de la médiation qui est apparue à la Commission des normes du travail, dans la foulée de l'approche « gagnant-gagnant » de la psychologie industrielle moderne, et qui crée et propage son lot d'injustices et de violence. Il importe ici de bien comprendre que les droits minimaux inscrits dans la Loi des normes du travail sont réputés d'ordre public et qu'il est donc théoriquement impossible d'y renoncer, même partiellement. Pourtant, c'est bien d'un renoncement qu'il s'agit, lorsqu'on force une salariée ou un salarié à s'asseoir en vis-à-vis avec l'autorité patronale, pour négocier un règlement à l'amiable.



Une violence dénoncée?

Au CANO, pour contrer cette tendance, nous formons des militantes et des militants pour l'accompagnement à la médiation. Un témoin, même muet, est un obstacle considérable aux abus d'où qu'ils émergent. Un témoin, même muet, est un atout considérable pour faire valoir et reconnaître ses droits. Un témoin, même muet, aide à reprendre confiance en soi et à trouver l'énergie nécessaire pour transformer l'agression en victoire.

Mais le CANO ne s'arrête pas aux actions individuelles. Il unit également ses forces pour dénoncer cette violence « socialement acceptée » et pour revendiquer l'application de la Loi selon « l'esprit du législateur », c'est-à-dire établir une protection pour les salariées et salariés contre les abus des employeurs.

Une violence collective

Pour éviter de tomber dans le piège de la violence collective, nous avons le devoir, dans nos groupes, de continuer à lutter contre les formes traditionnelles et apparentes de la violence. Mais nous devons désormais être à l'affût de ses formes les plus subtiles et les moins évidentes qui constituent les véritables rongeurs de notre filet de protection sociale.

Nous devons éviter à tout prix de devenir les complices, même effarouchés, de cette violence, de la servir et de la propager, en acceptant de faire n'importe quoi au nom de la survie de nos groupes.

Andrée Desrosiers

Info: CANO (819) 373-2332

Tout nu dans rue...mais pas tout seul !

Je me suis retrouvé « tout nu dans rue » comme on dit. P'us d'job, pas assez de timbres pour avoir de l'assurance-chômage (y paraît que ça s'appelle l'assurance-emploi astheure...) pis un paquet d'problèmes avec le B.S.. Oui, oui, je sais qu'on appelle ça la sécurité du revenu maintenant, mais que voulez-vous, moé j'me suis pas encore fait à ce nouveau nom. Faut dire que c'est la première fois en 27 ans que j'tombe aussi bas.

Quand l'boss m'a dit que l'usine fermait, ça m'a donné toute une claque. Imaginez, ça faisait 22 ans que j'travaillais pour eux autres... Pis bang, on ferme; merci beaucoup bonjour! Tabar... Bof que j'me suis dit, prend ça cool. Profitez en pour prendre des p'tites vacances, pis après tu chercheras une job... Mais v'là que j'viens d'finir mes prestations d'assurance-chômage. Oui, oui je sais, mais c'est ben d'mes affaires si j'veux continuer d'appeller ça d'même. D'abord, pour qui ils s'prennent pour changer le nom des programmes sociaux comme ça? Y f'raient mieux d'arrêter d'couper au lieu d'changer les noms. Bon, s'cusez la montée d'adrénaline (étant donné que j'suis un gars, y paraît que j'peux pas dire une «montée de lait», mais en tout cas j' suis sûr que c'est aussi rushant...). Bon, pour continuer mon histoire, j'ai eu beau faire toutes sortes de démarches, cogner à plusieurs dizaines de portes, chauffer l'téléphone à en avoir mal aux oreilles : RIEN ! RIEN! RIEN! Juste au son de leur voix ou à la pitié tapie au fond de leurs yeux troublés et gênés, j'commençais à comprendre qu'à mon âge (52 en passant) ça s'rait plus dur que j'pensais de m'trouver une nouvelle job...

Pas habitué à quémander de l'aide pis à dépendre des autres, j'me suis r'trouvé obligé d'aller au bureau de l'aide sociale. Je sais, je sais... Mais moé ça m'fait pas sourire pantoute qu'on appelle ça la sécurité du revenu. Moé j'suis d'accord avec mon nouveau chum qui dit qu'on devrait appeler ça «l'insécurité du revenu». Ça, c'est ben plus proche d'la réalité. Ah oui, j'vous ai pas parlé d'mon nouveau chum. Je l'ai rencontré au bureau du B.S. Lui, pis une de ses chums, distribuaient des papiers pour nous inviter à

une rencontre pour placoter des nouvelles coupures prévues par madame Harel (j'me d'mande pourquoi j'suis encore poli à ce point-là pour continuer à l'appeller MADAME. Faut croire que j'ai été bien élevé...). Ça m'tentait pas ben ben d'y aller mais j'étais un peu sur la déprime pis les coupures qui venaient d'être annoncées, ça m'écoeurait pas mal. Il m'a dit que c'était une p'tite rencontre de cuisine. T'aurais dû voir la cuisine toé... On était plus de 13 dans leur p'tite cuisine de 12 X 17. Pis cré-moé, c'est pas juste parce qu'on était 13 que la vapeur a monté... Moé qui pensais que j'étais seul à être sur la déprime, pis en cr... de c'qui m'arrivait... Ça mon gars, tu peux pas savoir comment ça me fait du bien. Ataboy... (Les jeunes eux-autres disaient yesssss...).

J'me suis senti un peu plus grand en d'dans.

Ça doit ben faire six mois que c'est arrivé. Depuis c'temps-là, le groupe (y en a qui appelle ça un organisme communautaire d'éducation populaire autonome, d'autres un groupe d'éducation populaire autonome, d'autres un groupe populaire pis d'autres encore appellent ça ma gang de sociaux...) a eu son assemblée générale. Imaginez, moé qui n'avais jamais assisté à ça d'ma vie... Faut dire que mon nouveau chum (ah oui, son nom c'est Itiradilos Elaicos - moé qui avais d'la misère avec les immigrants, j'pensais jamais me faire un chum parmi eux) m'a ben préparé pour c'te rencontre-là. En plus de m'expliquer comment la rencontre se déroulerait, il m'a expliqué les buts pis les objectifs de l'organisme en plus de certains documents qui seraient utilisés c'te soir-là. Eh, vous auriez dû voir tout le travail pis les activités que l'groupe a faits l'année passée pis tout c'qu'y prévoit faire c't'année; des rencontres de cuisine comme ma première rencontre, d'la défense individuelle auprès des fonctionnaires, des accompagnements pour rassurer les personnes effectuant leur première demande d'aide sociale, de la distribution de bouffe une fois par semaine, des rencontres de formation, des manifestations, des visites aux députés, pis toutes sortes d'autres choses.

En parlant des visites aux députés, j'ai oublié d'vous parler d'une visite prolongée (y paraît que ça fait

moins peur que de parler d'occupation même limitée. Bof, rendu qu'on l'fasse quand même, pas vrai?... à mon député péquiste du coin. C'est la première fois que j'allais le rencontrer. En plus, le groupe m'a demandé de lui parler pis d'y raconter mon expérience. J'vous dis que j'avais la chienne. Faut dire qu'avec mon chum Itiradilos pis d'autres membres du groupe on s'était ben préparés. C'est une des premières fois d'ma vie que j'me sentais pas trop ti-cul pis que j'disais en pleine face c'que j'pensais à mon député... J'vous dis que ça fait du bien. J'me suis senti un peu plus grand en d'dans.

Ah oui! pour en revenir à l'assemblée générale, j'sais pas c'qui m'a pris mais j'ai accepté de siéger (on s'croirait dans un p'tit parlement...) au conseil d'administration. Faut dire que le groupe m'a donné un tab... (j'sais pas encore s'il faut que j'perde c'habitude-là d'sacrer...) de coup d'main dans mon dossier à l'aide sociale. Mais plus que ça, j'ai redécouvert quelque chose que j'pensais pus qui existait : l'entraide et la solidarité. Bon, me v'là qui vas me mettre à brailler à c't'heure... J'trouvais ça important de m'impliquer étant donné la quantité de travail du groupe pis la nécessité que de plus en plus de monde comme moé se tienne debout. Enfin, depuis que j'suis au conseil d'administration, j'arrête pas d'apprendre plein d'affaires : comment ça marche une demande de subvention, c'est quoi la démocratie, c'est quoi prendre des décisions collectives pis la nécessité de bien me préparer pour prendre des décisions, c'est quoi écouter les autres quand ils parlent (j'commence même à m'habituer à dire ils et elles!!!), la gestion pis les prévisions budgétaires, etc. Mais d'abord et avant tout, j'ai commencé à apprendre à me tenir debout. Debout devant moi-même, debout devant les fonctionnaires, debout devant mon député, debout avec les autres.

S'il y a quelque chose que je comprends de plus en plus, c'est ben la nécessité de travailler ensemble et pis pas isolés les uns des autres. S'il y a autre chose

que j'comprends de plus en plus c'est ben l'importance de s'entraider mais en ayant comme perspective, à long terme (pis y paraît qui faut être patient, mais rendu que ça avance...) de changer le monde pour plus de justice sociale... Mais il me reste beaucoup de choses à apprendre. Par exemple, à la dernière réunion du conseil d'administration,

notre regroupement régional qui s'occupe de l'éducation populaire autonome nous a envoyé un questionnaire pour mieux nous défendre auprès du gouvernement. La question la plus importante de ce questionnaire était de décrire des activités d'éducation populaire. Ma première réaction a été de dire que notre groupe ne donnait pas des cours pis qu'on faisait pas d'éducation mais du soutien et de l'action. Ayoye... Vous auriez dû voir la face des autres du conseil d'administration! Presque tout le monde a répondu en chœur que

ben oui j'connaissais ça l'éducation populaire autonome. Comme d'habitude, ils m'ont expliqué patiemment que tout ce que j'apprenais depuis que j'étais là était de l'éducation populaire... Là, j'ai mieux compris que l'éducation c'est pas juste dans les écoles pis l'importance de l'éducation populaire pour mieux comprendre ce qui nous arrive, ce qui nous entoure et l'importance de se mettre en action pour changer c'qui fait pas notre affaire. Bon, ça faisait une autre chose d'apprendre!

Bon s'cusez, mais y faut que j'aille passer des papiers au bureau de l'aide sociale (ben non, j'pas capable pis j'veux pas appeler ça la «sécurité du revenu»...). Si jamais vous passez dans l'coin, v'nez faire un tour. Pis faites-vous en pas, y pousse toujours qu'chose quand on s'aime (oups, j'voulais dire quand on sème...). Salut!

Albert

N.B.: Mon nouveau chum immigrant m'a dit la signification de son nom. Etes-vous capable de le trouver par vous-même? Avec d'autres membres de votre groupe, vous serez sûrement capable de découvrir sa signification? Ça fait que, amusez-vous pis apprenez!

- Annonces classées -

402 - Groupe cherche membres

Groupe populaire (pas plus populaire que d'autres...) cherche membres préoccupé-es par la justice sociale, la démocratie et les fous rires. Taille proportionnelle au désir de changement. Accepterait membres non conventionnels-les mais refusant la domination individuelle ou collective, pour rencontre à moyen terme. Si tu es intéressé-e, téléphone au groupe populaire le plus près de chez toi. En attente de ton appel chaleureux.

Je décide de me taire

Lorsque je me surprands à écouter certaines émissions télévisées, certaines émissions de radio, à lire certaines tribunes écrites, certaines critiques politiques, j'ai le goût de réagir... J'ai le goût parfois de crier, parfois de pleurer, parfois d'en rire, parfois d'écrire. Mais aujourd'hui, je prends une décision; peut-être la plus importante de ma vie. Aujourd'hui, je décide de me taire!

Je décide de me taire sur l'approche technocratique bête et plate de nos décideurs qui, sous le mensonger principe d'aider la communauté prônent aveuglément l'usage du couperet dans les services sociaux. Fort de grandes habiletés sémantiques, on dénature la signification même des mots.... Lorsque transformer devient synonyme de couper, de réduire ou d'éliminer, mon sens de l'étymologie se questionne...

Je décide de me taire sur la communauté qui accepte de consacrer la démagogie. Lorsque les Jean-Luc Mongrain, André Hains ou Benoît Johnson se défient devant les caméras sans scrupules de nos réseaux de télévision, et lorsqu'ils se présentent comme la solution universelle aux iniquités sociales. On règle le cas d'un pauvre bougre face à la CSST et on prétend que, dorénavant, la situation sera réglée. Démagogie qui fait taire. Démagogie qui bâillonne le sens critique...

Je décide de me taire sur l'outrageux pouvoir que l'on donne aux Jean-Marc Parent de ce monde qui sanctifient une délinquance malsaine tout en mesurant la valeur de l'humain à la longueur du bateau qu'il possède. Pouvoir dangereux d'une mobilisation inutile reposant bien plus sur les principes de l'émeute que sur la nécessité de la revendication...

Je décide de me taire lorsque le poste de radio à transistors devient psychiatre, lorsque son haut-parleur clame la détresse d'une âme en pleurs qui cherche sans la trouver la chaleur

humaine; lorsqu'on lui fait croire que ce petit boîtier de métal est la réponse à son manque d'amour. En prime, sans honoraires additionnels, elle pourra réentendre sa détresse, en reprise, le soir, confortablement couchée, seule...

Je décide de me taire sur le manque de courage de nos gouvernements face aux grandes compagnies qui font des profits mirobolants sur le dos d'une population de plus en plus démunie. Lorsque, sous le couvert de la protection d'une cote d'emprunt, on sanctifie les banquiers de la haute finance en demandant au « petit » de contribuer encore plus, à les enrichir...

Je décide de me taire sur le principe du village global. Illusion de fraternité universelle basée sur la fibre optique, destinée bien plus à isoler les humains les uns des autres, derrière des écrans. Dans ce beau grand village planétaire, nous aurons tous maintenant accès aux « joies » de la pédophilie, à la « sécurité » des dogmes sectaires et à la « sérénité prophylactique » du sexe virtuel...

Je décide de me taire lorsque, sous des principes préventifs on veut limiter la violence à la télévision et que l'on continue à financer grassement l'industrie de la guerre. Lorsque, cachés sous la feutrine bleue d'un couvre-chef militaire, on ferme les yeux sur des génocides. « Plus jamais » avait-on dit en 1945...

Je décide de me taire sur les millions versés en salaires à nos « idoles » du sport professionnel, lorsqu'à deux pas des amphithéâtres où ils évoluent, des sans-abri n'ont comme couvertures que les pages sportives des quotidiens vantant leurs « prouesses » de la veille...

Je décide de me taire sur la vision étroite de nos scientifiques qui portent des jugements honteux sur une communauté qui a mal; sur l'irrespect du savoir non scientifique; sur le rejet de l'expertise humaine au profit d'un cartésianisme outrancier... Je décide de me taire.

Non, je ne parlerai pas non plus des solutions. Du fait que nous devons

nous réapproprier notre histoire, nous servir de nos expériences passées afin de prévenir les erreurs futures.

Je ne parlerai pas non plus de l'importance de la solidarité dans nos actions. Pas nécessairement la solidarité flamboyante de l'insurrection, mais la solidarité simple, familiale, conviviale, qui s'exerce dans le voisinage, dans le village... La solidarité de la communauté, en elle-même et vers les autres...

Je ne parlerai pas non plus de l'importance de la culture qui est l'âme d'un peuple. De cette culture simple et imaginative qui est l'expression même d'une saine évolution sociale.

Je ne parlerai pas non plus de l'utilité d'une attitude non compétitive; de l'utilité de la concertation et du consensus vers un but commun de mieux-être dans un environnement plus sain; de l'utilité des pratiques alternatives et de l'approche holistique.

Non, je n'en parlerai pas, pas même un mot...

Je décide simplement de me taire. De me terrer derrière le mur de mes émotions. De toutes façons, à quoi bon parler, la télévision, la radio et l'internet le font pour moi. Aucun effort à fournir, aucune pensée à préciser, aucune critique à émettre... Le confort quoi!

Au risque de ne pas conclure, je vous avouerai que je décide de me taire pour ne pas pleurer. Je décide de me taire pour ne pas être méchant. Je décide de me taire et, pire encore, je décide de dire que je me tais. Lorsque, jeune enfant, dans les cours de catéchèse, à l'école, on nous disait que nous serions tous sauvés dans la lumière (sic), j'étais loin de me douter que ce serait celle de la fibre optique... Mieux vaut ne pas en parler.

Pierre Lafontaine

Table régionale des organismes communautaires de Lanaudière (santé et services sociaux)

*Une leçon d'ÉPA***Balancer? Impossible...devant témoins. Oups!**

ÉPA Live! En Abitibi-Témiscamingue, travailler dans une TROVEP n'a rien de très conventionnel. C'est en onde, à la radio locale, que le permanent du RÉPAT s'est impliqué avec le REPAS dans la réalisation d'une activité de sensibilisation sur la Réforme de l'aide sociale, qui s'est déroulée pendant trois heures consécutives, vendredi le 26 septembre 1997 entre 15h et 18h en direct des *Promenades du Cuivre* à Rouyn.

Une trentaine de participantes et de participants ont été invités à faire « balancer » le budget d'une personne assistée sociale selon les barèmes de la Réforme de madame Harel. La plupart - fonctionnaires de la municipalité, membres du C.A. de la Régie régionale, recteur de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue - gagnaient en une semaine l'équivalent du chèque mensuel d'un prestataire d'aide sociale. Après les avoir regroupés en équipes de 4 personnes, on leur a soumis trois scénarios : une personne seule, une famille monoparentale (un adulte, un enfant) et un couple avec enfant.

Pour «coatcher» ces «budgétiseurs» volontaires : une diététicienne, des personnes ressources en budget et consommation bien au fait de la situation à Rouyn. Au bout de trois heures, devant le public du centre d'achats et les micros de CKRN, après avoir bûché dur, les participantes et les participants ont déclaré forfait.

En partant, leur erreur a été de vouloir procéder comme pour leurs finances personnelles et mettre de l'argent dans tous les postes budgétaires : nourriture, vêtements, éducation,

santé, loisirs. C'était impossible avec une prestation d'aide sociale! Ensuite, il a fallu les ramener à l'ordre : seulement 200\$ par mois pour le loyer, à Rouyn, c'est impensable. Deux cents dollars, c'est le prix d'une chambre. Un 1 1/2 coûte entre 260 et 300\$ par mois. La diététicienne a également dû intervenir pour indiquer que le montant alloué à la nourriture était insuffisant pour assurer une alimentation correcte. Pour toutes les participantes et participants, passantes et passants, auditrices et auditeurs, organisatrices et organisateurs, l'Opération Fin de mois a été convaincante et pour plusieurs révoltante. *Ils ne se doutaient pas que de telles situations existaient*, conclut Vital Gilbert.

Info : RÉPAT (819) 762-3114

Encore le fleuve...

La Montérégie est une région aussi peuplée qu'étendue, longeant le Saint-Laurent d'ouest en est, de Valleyfield à Sorel. Le réseau d'éducation populaire autonome montérégien couvre 15 MRC. En septembre dernier, la TROVEP de la Montérégie tenait la première des Journées montérégiennes sur l'ÉPA avec la troupe de théâtre Mise au Jeu. Des échanges sur les pratiques d'éducation populaire et un retour sur la définition de l'ÉPA ont permis aux groupes de réaffirmer leur adhésion à la définition d'ÉPA telle qu'inscrite dans le Cadre de référence du MÉPACQ. Les formations à venir : l'économie sociale, le SACA, la régionalisation et le PSÉPA. C'est pas le boulot qui manque!

Info : TROVEP de la Montérégie (514) 651-6439.

Francine Boulet

Boîte à outils



Le MÉPACQ vient de faire paraître un document d'analyse sur les enjeux et impacts de la localisation et de la régionalisation au Québec. Il ne s'agit pas d'une position du mouvement mais bien d'un instrument visant à susciter la réflexion et les débats.

Ce document est disponible dans toutes les Tables régionales (voir liste page 8) ainsi qu'au Secrétariat national du MÉPACQ.

Cap sur le mieux être

Le groupe "La lueur du phare", dont les locaux se trouve dans la région de Lanaudière, a produit un guide d'informations pour les proches de personnes majeures ayant un problème de santé mentale.

On y retrouve : une description des droits, diverses ressources, des informations sur certains traitements et certaines médications.

Pour plus de renseignements ou pour commander cet ouvrage vous pouvez communiquer avec:

"La lueur du phare"

téléphone (514) 752-4544

télécopieur (514) 752-6468

Comité des OVEP - région 02

3791, de la Fabrique, CP 23012
Jonquière G7X 9Z8
Tél.: (418) 542-9320

Regroupement en éducation populaire et en action communautaire - 03 - 12

65, Notre-Dame des Anges, #4
Québec G1K 3E4
Tél.: (418) 523-4158

Regroupement des OVEP de la Mauricie

874, Ste-Julie
Trois-Rivières G9A 1Y2
Tél.: (819) 379-2889

Association des groupes d'éducation populaire autonome - 04 sud

59, Monfette, bureau 213
Victoriaville G6P 1J8
Tél.: (819) 752-6768

TROVEP de Montréal

420, St-Paul est, 3e étage
Montréal H2Y 1H4
Tél.: (514) 845-6170

TROVEP de Lanaudière

121, St-Barthélémy sud
Joliette J6E 5N8
Tél.: (514) 752-1999

TROVEP de la Montérégie

1022, Ste-Foy
Longueuil J4K 1W2
Tél.: (514) 651-6439

Table ronde de l'Outaouais

115, boul. Sacré-Coeur
Hull J8X 1C5
Tél.: (819) 771-5862

TROVEP de l'Estrie

187, Laurier
Sherbrooke J1H 4Z4
Tél.: (819) 566-2727

Regroupement d'éducation populaire d'Abitibi-Témiscamingue

380, Richard
Rouyn J9X 4L3
Tél.: (819) 762-3114

Table des groupes populaires - Côte-nord

864, Puyjalon
Baie-Comeau G5C 1N2
Tél.: (418) 589-2809

Le Bulletin du Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec est publié 4 fois par année. Les articles n'engagent que leur auteur-e; à moins d'avis contraire, ce ne sont pas des positions officielles du MÉPACQ.

Responsable: Comité éducation populaire

Ont collaboré à ce numéro: Francine Boulet, Andrée Desrosiers, Liane Flibotte, Christiane Gadoury, Michel Gagnon, Diane Gauthier, Normand Gilbert, Vital Gilbert, Vincent Greason, Pierre Lafontaine, Roch Lafrance .

mepacq

3575, boul. St-Laurent, bureau 202
Montréal H2X 2T7
Tél.: (514) 843-3236

Votre participation à la rédaction d'articles pour le bulletin en augmentera la pertinence. Afin que vous nous fassiez parvenir ceux-ci dans les délais requis, veuillez noter que la prochaine date de tombée est fixée au:

29 janvier 1998